

Revue de la Pol.
Yubera.
5/11/61

„L'ALLIANCE POUR LE PROGRES“ DE KENNEDY

Par Stane JUŽNIC

EN SEPTEMBRE 1960, du temps encore de l'administration Eisenhower, le Conseil économique et social interaméricain tint ses assises à Bogota, au niveau des ministres. Peu avant une bruyante réunion des ministres américains des affaires étrangères s'était déroulée dans la petite ville de San José au Costa-Rica, où les Nord-américains et les Cubains se plurent à rompre des lances sans compromis, dans le cadre de l'Organisation des Etats américains. Alors qu'à San José la condamnation de Cuba et de sa révolution ne fut ni entière ni unanime en dépit de tous les efforts faits par les USA et de tous les arguments politiques qu'ils avancèrent, depuis la prétendue ingérence extra-continentale dans les affaires américaines jusqu'aux menaces concernant la protection de l'ordre „démocratique“ de l'hémisphère occidental, à Bogota par contre les Etats-Unis d'Amérique cessèrent, vraisemblablement pour la première fois dans l'histoire des rapports interaméricains, d'user exclusivement de l'arme de la pression politique, et offrirent spectaculairement une aide de 500 millions de dollars à l'Amérique latine. Quelque chose de nouveau s'était effectivement produit. En outre, il fut dit en faisant l'offre que l'argent devrait servir au „développement social“.

Peu après, le gouvernement républicain des USA fit place au gouvernement démocrate. Le nouveau président Kennedy confirma qu'il serait demandé au Congrès 500 millions de dollars, plus 100 millions pour les régions chiliennes dévastées par le tremblement de terre. Partant ensuite de cette somme promise, il proclama, qui plus est, le nouveau cours de la politique interaméricaine et le dénomma „Alliance pour le progrès“.¹ Tout l'appareil spécialisé et non-spécialisé de la machine de propagande nord-américaine, les experts qui s'occupent de la formulation de la politique à l'égard de l'Amérique latine, les organes officiels du gouvernement, et les hommes qui aux USA étudient avec plus ou moins de succès les problèmes latino-américains, furent chargés d'expliquer ce que cette alliance signifie et ce qu'elle doit représenter.

Tout d'abord l'on a donné à entendre aux Latino-Américains qu'ils ne peuvent compter sur l'aide nord-américaine s'ils ne s'aident par eux-mêmes. L'on a voulu ainsi faire sérieusement remarquer aux couches gouvernantes qu'elles gaspillaient par trop les fonds obtenus en vertu d'une répartition extrêmement injuste du revenu national et qui pourraient être employés à l'achat de biens de modernisation et d'équipement, ainsi qu'à des investissements. Ensuite sont demandés les instruments propres à assurer une croissance économique accélérée, et l'élimination des très sérieux symptômes de crise qui sont devenus plus qu'évidents dans toute l'Amérique latine. Il a été dit en maints endroits et par plusieurs bouches que les obstacles

de caractère structurel qui entravent ou empêchent le développement économique doivent être écartés à tout prix. En outre a été critiquée la concentration absurde de la propriété foncière entre les mains d'une oligarchie peu nombreuse et la réforme agraire a été demandée. Sur les 500 millions de dollars promis, une somme de 394 millions de dollars doit être dépensée pour l'exécution des programmes prévoyant la distribution de terres aux sans-terre et l'amélioration des conditions de vie dans les campagnes. Les systèmes archaïques d'impôts ont été vivement critiqués, car ils servent de levier à une répartition rétrograde du revenu et favorisent les groupements sociaux dont les revenus sont très élevés, alors qu'ils frappent durement les gens qui vivent de leurs traitements et salaires fixes. L'on a relevé qu'une partie minimale des budgets latino-américains est affectée à l'enseignement scolaire, alors que presque la moitié de la population ne sait ni lire ni écrire. Les feux concentrés de la critique ont été dirigés sur les „élites“ de la société latino-américaine, et l'on a voulu faire savoir à l'opinion pu-

¹ Kennedy lança la dénomination et le programme „Alliance pour le progrès“ dans le discours qu'il prononça le 13 mars 1961, à la Maison Blanche à la réception offerte en l'honneur des représentants diplomatiques des pays latino-américains. Les principaux points du programme étaient les suivants: 1) établissement d'un large plan décennal de „progrès démocratique“; 2) élaboration en commun du plan (avec la collaboration du Conseil économique et social interaméricain, de la Commission économique pour l'Amérique latine et de la Banque inter-américaine pour le développement); 3) la somme de 500 millions de dollars doit être le premier pas dans „l'assaut“ contre les barrières sociales qui entravent le progrès économique; 4) intégration économique plus poussée, car „la fragmentation des économies sud-américaines constitue un sérieux obstacle au développement industriel; 5) les USA sont disposés à collaborer sérieusement au règlement du problème des fluctuations des prix de certains produits; 6) les USA accéléreront la mise en oeuvre de leur programme „Denrées alimentaires pour la paix“ pour améliorer l'alimentation des populations latino-américaines; 7) intensification de la coopération scientifique et de l'assistance technique; 8) accélération des programmes de formation des spécialistes appelés à diriger les activités économiques de l'Amérique latine; 9) réaffirmation de l'obligation des USA „de défendre toute nation américaine dont l'indépendance serait menacée“, c'est-à-dire raffermissement de la confiance dans le système de défense commune au sein de l'Organisation des Etats américains; 10) venue aux USA du plus grand nombre possible de professeurs latino-américains qui feraient connaître aux USA les acquisitions culturelles et autres des pays de l'Amérique latine.

blique progressiste des pays sud-américains qu'à vrai dire les USA n'épaulent pas les systèmes et régimes qui ne se préoccupent pas du progrès et de la prospérité pour tous.

Aux paroles ont fait suite certains actes qui devaient démontrer que quelque chose a réellement changé dans le mécanisme de la politique nord-américaine à l'égard de l'Amérique latine. L'on a même vu faire des concessions que les Latino-américains avaient demandées en vain des années durant. Nombreuses d'entre elles n'étaient pas particulièrement radicales, mais si nous les confrontons avec les attitudes rigides et intransigeantes de naguère, elles apparaissent du moins comme des indices réconfortants. Par exemple l'on a abandonné graduellement l'idée d'inciter les pays latino-américains à couvrir leurs besoins en investissements par les moyens financiers des compagnies privées, en ce qui concerne les investissements industriels notamment. Et bien qu'une première preuve tangible du changement intervenu justement sur ce point-cléf ait été donnée dès 1959, lorsque les USA consentirent à participer au financement de la Banque interaméricaine pour le développement, qui fut formée sur l'initiative sud-américaine, maintenant toute une série de grands emprunts publics a déjà sérieusement corrodé „l'orthodoxie“ imprescriptible. Les promesses de Kennedy au sujet du règlement concerté des problèmes les plus brûlants des économies sud-américaines grandement tributaires des exportations d'un petit nombre de produits dont les prix subissent de constantes fluctuations et baissent pour la plupart, ont commencé elles aussi à se traduire dans les faits: dans quelques réunions les prix de plusieurs matières premières ont été fixés, ce qui met l'Amérique latine à l'abri, en partie du moins, des caprices du marché international des matières premières. L'on peut dire qu'à l'heure actuelle se trouve grandement encouragée l'intégration économique de l'Amérique latine que, naguère, Washington ne voyait pas tout à fait d'un bon oeil, estimant que les rapports avec les pays sud-américains devaient reposer sur une base bilatérale. Qui plus est, il a été recommandé aux Latino-américains de passer à la planification de leur développement économique.

Dans l'entretemps l'on a vu échouer toutes les tentatives de rayer Cuba de l'ordre du jour et d'amener sa révolution à s'engager dans les sentiers tracés par le State Department. Echec encore du plan d'isolation de Cuba que les Nord-américains avaient mis en oeuvre soit directement, soit avec l'aide de leurs alliés les plus fidèles en Amérique latine. Les pays sud-américains les plus importants ont conservé des relations normales avec Cuba, et de son côté, l'opinion publique progressiste, mobilisée plus que jamais peut-être justement par la question cubaine, est demeurée l'obstacle le plus sérieux au plein soutien de la position nord-américaine, même dans les pays moins forts. Il n'est pas jusqu'aux couches gouvernantes des pays sud-américains qui n'aient compris que, même lorsque la „contagion“ cubaine est à craindre, elle n'est pas à dédaigner en tant que l'un des leviers pouvant servir à extorquer des concessions aux Nord-américains.

C'est dans de telles circonstances que s'est tenue la Conférence dans la station estivale uruguayenne de Punta del Este. Il s'agissait, puisqu'on avait déjà donné des preuves de bonne volonté par des concessions concrètes, de fixer les voies de la réforme en conformité avec l'Alliance pour le pro-

grès. Près de trois années se sont écoulées depuis le jour où, en automne 1958, l'ex-président du Brésil Kubitschek lança son opération panaméricaine dont les préoccupations étaient analogues à celles de la Charte de Bogote et de l'Alliance pour le progrès, mais qui ne trouva pas d'audience. En revanche, à Punta del Este, non seulement les délégués nord-américains prêtent une oreille attentive aux doléances et revendications latinoaméricaines, mais ils donnent eux-mêmes des initiatives pour obvier à la crise imminente qui plane au-dessus de l'hémisphère occidental. Ils promettent une nouvelle assistance, emploient un vocabulaire qui, naguère, n'était pas usité. Faut-il en déduire que la révolution cubaine a mis tout cela en mouvement?

Tout un ordre de facteurs a permis à l'Amérique latine de s'engager dans la voie menant à la percée du front de l'ancien panaméricanisme, conçu et entretenu en tant que partie intégrante du mécanisme des aspirations nord-américaines à conserver leur „chasse gardée“ latinoaméricaine. Nous devons de mentionner l'„expérience“ cubaine peut-être même aussi comme un certain point de catalyse, et d'ajouter à cela que non seulement elle refoule l'influence nord-américaine, mais qu'elle la ramène à zéro, allant même jusqu'à créer un problème stratégique dans l'antagonisme des deux blocs. Vu qu'il n'est pratiquement aucun pays latinoaméricain où n'existeraient du moins les prémisses fondamentales pour une réédition de l'explosion cubaine avec plus ou moins un même contenu, il est clair que les Etats-Unis d'Amérique doivent, dans leur propre intérêt, trouver les moyens d'écartier les causes fondamentales du ferment social à teneur révolutionnaire. D'autre part, tout permet de supposer que l'on s'attachera infailliblement à forcer les changements progressifs, qui devront être suffisamment radicaux pour émuquer le tranchant révolutionnaire de l'actuelle situation latino-américaine, mais en même temps assez modérés pour ne pas perturber le rapport des forces de classe sur lesquelles les Etats-Unis d'Amérique et leurs intérêts se sont traditionnellement appuyés. En Amérique latine les crises ne peuvent être surmontées et la situation sociale explosive ne peut être apaisée si l'on ne s'attaque à l'ordre social ancien, archaïque et périmé, et partant, à ses promoteurs également. Ce sont eux justement qui, soit dans les rangs de l'oligarchie terrienne, soit dans les rangs du gros capital étroitement lié aux intérêts étrangers, sont dans toute l'histoire de l'Amérique latine les alliés les plus fidèles des USA, du capital étranger et de l'ingérence extérieure. Mais puisque la cessation du soutien inconditionnel à de tels alliés, dans le cadre de la réorientation envisagée par l'Alliance pour le progrès, devient inévitable, et fait disparaître avec elle la possibilité de s'appuyer sur les dictatures en tant que forme de gouvernement la plus appropriée que les couches gouvernantes latino-américaines ont toujours poussée, la question d'un nouvel appui social en Amérique latine devient grandement compliquée.

En effet, non seulement les forces sociales progressives ont véritablement grandi ces derniers temps, et les mouvements politiques de gauche ont même pris dans certains pays un caractère de masse, mais l'on voit se séparer toujours plus manifestement une partie de la bourgeoisie qui n'a plus d'intérêts compatibles avec ceux des USA. Quoique la bourgeoisie sud-américaine, dans la crainte également de voir éclater la révolution sociale qui

étranglera aussi bien ses positions de classe que celles des autres couches dominantes, s'identifie à l'ensemble du capitalisme mondial, elle cherche en fait dans le cadre de ce dernier une position fondamentalement différente de celle des groupements oligarchiques. La crise économique, les vestiges des formations socio-économiques précapitalistes, la concurrence étrangère prépondérante, les difficultés de caractère monétaire, etc., frappent d'autant plus la bourgeoisie industrielle, et ce, sous diverses formes. L'essor de cette bourgeoisie exige un marché intérieur élargi; or cela ne peut se réaliser que par l'intégration de l'ensemble de la population dans les cadres du rapport marchandises-monnaie. Cette bourgeoisie a intérêt à voir dresser des barrières douanières, grâce auxquelles les éléments prépondérants dans l'économie seraient empêchés d'anéantir ou de limiter l'industrie nationale. Bien plus, l'on va infailliblement percer les barrières artificielles dressées dans le commerce international et qui limitent aux seuls pays du „monde libre” la vente des produits latino-américains, l'achat de biens de modernisation et d'équipement, l'obtention de moyens financiers, etc.

Il va sans dire que c'est précisément la bourgeoisie qui constitue la force sociale sur laquelle les USA peuvent s'appuyer en Amérique latine. Naturellement, la bourgeoisie n'est pas une classe sociale compacte en raison des différences dans le caractère de sa genèse et dans le degré d'union personnelle de certaines de ses parties avec les groupes oligarchiques d'une part, ou de son autre partie avec les mouvements populistes réformistes d'autre part. Là aussi le centre de gravité de la prépondérance et de l'importance politiques penche à gauche, car seule une bourgeoisie nationaliste qui s'oppose aux formes directes de domination étrangère et entre en action sous les mots d'ordre de l'émancipation, peut compter sur le soutien politique des masses. Les mécanismes démocratiques des élections et de l'opinion publique qui, naguère, étaient considérés comme des farces, sont devenus aujourd'hui en Amérique latine des éléments avec lesquels il faut compter.

Tels sont les cadres dans lesquels se situent les réelles possibilités actuelles d'émancipation économique et politique des pays sud-américains. Les tentatives d'isoler Cuba par la pression politique ont fait entièrement fiasco. Les efforts engagés pour atteindre ce but par la voie d'une aide économique accrue facilitent objectivement ce processus d'émancipation latino-américaine. L'unité dialectique des contradictions de cette situation fait partie du courant progressiste qui se dessine aujourd'hui en Amérique latine.

Mais ce qui est d'importance primordiale aujourd'hui plus que jamais, c'est la capacité de la bourgeoisie latino-américaine de contribuer fondamentalement à la transformation d'une société dont les contradictions ont considérablement grandi dans la crise constante qu'elle subit ces dernières années. C'est justement la période de crise qui a valu un notable renforcement aux mouvements de gauche, lesquels ne se contentent plus d'un programme de réformes tel que celui qui a été mis en oeuvre par la révolution démo-bourgeoise. Les éléments socialistes au sein de ces mouvements progressistes deviennent plus visibles et tangibles, et ils ne veulent plus se confiner dans un réformisme bourgeois. Par toutes ses implications l'Alliance pour le progrès renforce la bourgeoisie nationale, mais elle n'allège

qu'indirectement et fort lentement la position des larges masses populaires. D'un côté elle est insuffisamment forte au point de vue financier pour pouvoir satisfaire par des investissements „sociaux” les masses impatientes dont le niveau de vie, abaissé ces dernières années tant en chiffres absolus qu'en chiffres relatifs, cependant que de l'autre côté elle ne peut qu'indirectement impulser l'industrialisation qui, au stade actuel du développement latino-américain, est seule capable de trouver de nouveaux emplois appropriés à une population croissante et de créer des soupapes pour parer à la situation explosive qui règne dans le monde rural latino-américain.

Toutefois, la volonté des USA de modifier, quoique un peu tard, leur politique à l'égard de leurs voisins pauvres du sud, ne demeure pas sans effet. Ce n'est pas seulement que la bourgeoisie nationale rencontre, dans sa rapide montée vers le pouvoir, un solide soutien, mais les rêves petit-bourgeois de voir l'épouvantail impérialiste de naguère se transformer en bienfaiteur bénévole trouvent maintenant un nouvel aliment. Moins par ses intransigeances sociales et son radicalisme économique, mais plus par son inclination vers les systématisations et les unilatéralités de bloc, le „revirement” cubain devient un organe auxiliaire servant à effrayer les couches bourgeoises devant le danger d'une „dictature” communiste. Les communistes latino-américains eux-mêmes contribuent souvent à créer cet état d'esprit, cependant que de l'autre côté le mouvement ouvrier demeure tellement non-homogène et atomisé qu'il ne saurait être nullement question d'une action délibérée de sa part, en qualité de promoteur de la transformation sociale. De ce fait les mouvements qui militent en faveur de cette transformation continuent de se confiner dans les cadres d'une vaste alliance polyclasse allant de la petite bourgeoisie à la paysannerie opprimée à l'excès. Ce sont là des facteurs susceptibles de fournir une réelle base d'action à „l'Alliance pour le progrès”, pour autant que la mise en oeuvre de ses composantes ne soit objectivement déjouée par l'égoïsme des couches gouvernantes des pays sud-américains et par les intérêts des grandes compagnies des USA.

A NOS LECTEURS

La rédaction de la „Revue de la politique internationale” prie ses lecteurs de bien vouloir lui faire parvenir leurs remarques et leurs suggestions au sujet de la conception de la revue, de la place accordée à certaines rubriques et à certains thèmes, surtout à l'actualité yougoslave au sujet de la présentation et de la qualité de ses articles, et enfin du style et de la langue. La rédaction remercie à l'avance ses lecteurs de l'aide précieuse qu'ils peuvent lui apporter de cette façon.